

Note d'Analyse

Al Qaïda au Maghreb islamique

— Fiche documentaire —

Par **Mehdi Medkdour**, Chercheur au GRIP 25 août 2011

Résumé

La menace que représentent les groupes armés et les groupes terroristes pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest, mérite qu'on s'attarde à mieux les connaître. Cette fiche sur Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a pour but de donner une information sur les fondements historiques et idéologiques de ce mouvement qui s'inscrit dans la mouvance de l'idéologie du salafisme djihadiste. Cette fiche aborde les modes opératoires d'AQMI, sa zone d'influence de plus en plus étendue au Sahel, ses sources de financement liées aux rançons et aux trafics en tous genres y compris les trafics d'armes. Enfin, les actions les plus significatives de ce groupe armé sont répertoriées. Cette fiche fait partie d'une série de fiches sur les groupes armés en Afrique de l'Ouest.

Mots clés : AQMI, Afrique de l'Ouest, Sahel, groupes armés

Abstract

Al Qaïda in Islamic Maghreb — Fact Sheet

The threat posed by armed and terrorists groups on peace and security in West Africa deserves our utmost attention. This datasheet on Al Qaïda in Islamic Maghreb (AQIM) aims to provide information about the historical and ideological foundations of this movement linked to the ideology of the Salafism djihadist. It focuses on its modus operandi and its area of influence which is growing extensively in Sahel. The data sheet is also exploring its sources of funding connected to ransoms and all sorts of trafficking including arms trafficking. Finally, the most significant actions of this armed group are listed. This datasheet is part of a series of fact sheets on armed groups in West Africa.

Keywords: AQIM, West Africa, Sahel, armed groups

Citation:

MEKDOUR Mehdi, *Al Qaïda au Maghreb islamique – Fiche documentaire*, Note d'Analyse du GRIP, 25 août 2011, Bruxelles.

URL: http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2011/NA_2011-08-25_FR_M-MEKDOUR.pdf



1. Fondation et historique du mouvement

Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) est une énième mutation d'un groupe islamiste armé algérien, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), lui-même issu de l'unification des Groupes islamiques armés (GIA).

Le rapprochement entre le GSPC algérien et la mouvance islamiste de Ben Laden a débuté au lendemain des attentats de New-York et de Washington du 11 septembre 2001. Ces attaques seront l'occasion pour les islamistes algériens de trouver un nouveau souffle car depuis 1997, ils ont subi de lourdes pertes à la suite de l'intensification des opérations des forces algériennes de sécurité. Parallèlement à la répression, Alger a proposé une amnistie aux islamistes n'ayant pas commis de crimes graves. Environ six mille combattants ont accepté de déposer les armes, ce qui a affaibli considérablement les capacités de nuisance des groupes terroristes, notamment du GSPC.

Entendant l'appel d'Oussama Ben Laden pour un djihad global, les émirs successifs du GSPC vont tenter d'obtenir l'adoubement du leader d'Al Qaïda avec plus ou moins de succès. Entre septembre 2001 et janvier 2007, des contacts ont eu lieu mais ont souvent été interrompus à cause de dissensions au sein de l'appareil décisionnel du GSPC. Les divergences opposaient d'une part, les partisans d'une extension du combat à de nouveaux théâtres tels que l'Irak et d'autre part, ceux qui privilégiaient la fondation d'un État islamique algérien avant une globalisation du djihad. Finalement, la tendance panislamiste a pris le pas et en 2005, l'intégration du GSPC à Al Qaïda a trouvé un nouvel allié dans le dirigeant de la branche irakienne d'Al Qaïda Abu Moussab Al Zarkaoui. Le GSPC est devenu officiellement Al Qaïda au Maghreb islamique le 25 janvier 2007.

AQMI n'est pas seulement la continuité du GSPC algérien, elle a aussi réussi à rallier à elle d'autres groupes islamistes de moindre envergure tels que le Groupe islamique combattant marocain (GICM), le Groupe islamique combattants libyen (GICL) et le Groupe islamique combattant tunisien (GICT). Il n'est pas rare que des opérations conjointes soient menées avec du personnel issu des différents groupes. Profitant du chaos résultant des combats en Libye depuis le début de l'année 2011, AQMI a envoyé des commandos composés d'Algériens, de Tunisiens et de Libyens afin de mettre la main sur les armements stockés dans les casernes désertées par l'armée de Kadhafi au fur et à mesure de l'avancée des opposants au régime.

2. Objectifs et idéologie

AQMI s'inscrit dans l'idéologie du salafisme djihadiste tel que prôné par Oussama Ben Laden lors de la création de la mouvance Al Qaïda en 1988. Son objectif principal est de combattre les « ennemis de l'Islam » que sont, selon eux, les juifs, les apostats et les croisés (les chancelleries américaines et européennes principalement). Les régimes arabes sont également particulièrement ciblés par AQMI car ils sont accusés d'asservir et de tromper les populations musulmanes du Maghreb et de l'Afrique sahélienne. Un second objectif est de recréer, avec l'aide des autres branches d'Al Qaïda, un Califat¹ sur l'ensemble du monde musulman avec la Charia comme règle juridique et modèle de société.

^{1.} Un califat peut être défini comme un territoire sur lequel un calife (successeur du Prophète Mohammed) exerce un pouvoir régi par l'Islam.

3. Organisation

3.1. Leadership et structures de commandement

3.1.1. Fondateurs

Initiée sous l'Émirat de Hassan Hattab (1999-2003), la naissance d'AQMI en lieu et place du GSPC est réalisée par l'Émir national Abdalmalek Droudkal en 2007.

3.1.2. Principaux leaders

Le chef actuel de l'organisation est Abdalmalek Droudkal. Toutefois, AQMI n'est pas une seule entité mais trois entités agissant de façon quasi distincte.

La première est située dans le nord de l'Algérie et est dirigée par Abdalmalek Droudkal. En 2007, Droudkal a nommé un de ses lieutenants Yahia Djouadi comme Émir du sud de l'Algérie et du Sahel. Toutefois, ce dernier n'a de réelle emprise que sur une partie du sud algérien. Le reste du territoire est divisé entre deux autres Katibas²:

- La « Katiba Al Moulathamoun³ », dirigée par Mokhtar Belmokhtar. Son groupe serait composé entre 90 et 150 combattants dont les deux tiers sont mauritaniens. Belmokhtar est considéré plus comme un contrebandier qu'un djihadiste pur et dur. Il fournit notamment AQMI en armes et en véhicules. Son champ d'action s'étend du sud algérien à la Mauritanie.
- La « Katiba Al Fatihîn⁴ », dirigée par Abdelhamid Abou Zeid. Son groupe, fort de 80 à 200 combattants, sévit principalement dans le nord du Mali et au Niger. Il est responsable de plusieurs enlèvements d'Occidentaux et l'assassinat de deux d'entre eux (le Britannique Edwin Dyer en 2009 et le Français Michel Germaneau en 2010).

3.2. Effectifs

Une évaluation des effectifs d'AQMI est très difficile à réaliser étant donné la diversité des groupes et la nature même de l'organisation. D'après une étude de l'Institut de recherche « The Fund for Peace » publiée le 21 septembre 2010, les effectifs d'AQMI seraient compris entre 500 et 1000 combattants. Le Consortium national d'étude du terrorisme de l'université du Maryland, proche du Département américain de la sécurité intérieure, propose un chiffre d'environ 300 combattants. La difficulté de cette évaluation provient entre autre du ralliement épisodique de bandes criminelles locales du Sahel selon les activités à mener (enlèvement, transport de drogue,...).

Ces chiffres demeurent toutefois assez bas et sont symptomatiques de la difficulté actuelle de recrutement de la mouvance islamiste et des coups portés à l'organisation par les forces de sécurité des États du Sahel regroupés notamment au sein du CEMOC^{5.} Pour rappel, le Groupe islamique armé algérien avait compté 28 000 membres au milieu des années 1990.

^{2.} Une Katiba se réfère à un bataillon (300 hommes) lors de la guerre d'indépendance de l'Algérie entre 1954 et 1962. Le terme est utilisé par AQMI même si les Katibas regroupent rarement un nombre aussi élevé de combattants.

^{3.} Phalange des enturbannés

^{4.} Phalange des conquérants

^{5.} Le CEMOC est le Comité d'État-major opérationnel conjoint créé par l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger en avril 2010 afin de coordonner leurs opérations contre AQMI.

Les combattants d'AQMI sont majoritairement des Algériens mais on y retrouve également des Mauritaniens, des Maliens, des Libyens, des Marocains, des Tunisiens et des Nigériens.

3.3. Armements

L'arsenal d'AQMI est composé principalement de Kalachnikov, de RPG-7, de fusils mitrailleurs FMPK, de mitrailleuses de calibre 12.7 mm et 14.5 mm et de grenades. Un des fournisseurs d'AQMI n'est autre que l'un de ses chefs Mokhtar Belmokhtar. Ce dernier achète des armes en contrebande et les vend ensuite aux groupes du Nord de l'Algérie.

Selon des sources sécuritaires algériennes, AQMI aurait également acquis des missiles sol-air SAM-7 provenant des stocks des casernes de l'armée libyenne libérées par les opposants à Kadhafi. Ces missiles lui auraient été vendus par des trafiquants touaregs et toubous⁶ grâce à leurs contacts parmi les mercenaires engagés par Kadhafi.

Les différentes Katibas actives dans le Sahel se déplacent dans des véhicules de type 4x4 équipés de mitrailleuses lourdes. Les terroristes d'AQMI ont également en leur possession des téléphones satellitaires.

3.4. Financements

La principale source de financement d'AQMI réside dans les rançons obtenues au travers des prises d'otages. D'après le conseiller du président algérien Kamel Razzaq, AQMI aurait déjà accumulé 50 millions d'euros en provenance de pays occidentaux en échange de leurs ressortissants captifs. L'Espagne aurait versé 8 millions d'euros pour libérer deux de ces concitoyens. Pour les 4 otages français détenus au Niger depuis septembre 2010, AQMI réclame 90 millions d'euros.

Une seconde source importante de financement provient du trafic de stupéfiants. La présence d'AQMI dans le Sahel et en Algérie est une aubaine pour les trafiquants qui rétribuent les terroristes contre une protection. Les cartels de drogue en provenance d'Amérique du Sud délèguent également dans certains cas l'acheminement de la marchandise par les terroristes islamistes à des contacts installés en Espagne. Selon le rapport 2010 de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), 21 tonnes de cocaïne auraient transité par l'Afrique de l'Ouest, notamment par la Mauritanie et le Mali, à destination de l'Europe en 2009.

La contrebande de cigarettes est une source non négligeable de financement pour AQMI. L'Émir Mokhtar Belmokhtar, devenu un spécialiste dans ce trafic, est même surnommé « Mister Marlboro ». Les cigarettes transitent par la Mauritanie, le Mali et l'Algérie pour arriver sur le continent européen.

Le trafic d'armes est également prisé par AQMI et les récents évènements en Libye ont permis à l'organisation d'acquérir un important arsenal d'armes composé notamment de missiles sol-air. Des informations du gouvernement algérien font état de transactions entre des trafiquants d'armes libyens et AQMI.

La filiale d'Al Qaïda exploite aussi le trafic d'êtres humains pour s'enrichir.

_

^{6.} Les toubous sont une ethnie de nomades présents dans le Nord du Tchad et dans le Sud de la Libye.

4. Mode opératoire

À l'instar des autres branches d'Al Qaïda que sont Al Qaïda dans la péninsule arabique (Yémen), Al Qaïda en Mésopotamie (Irak) et Al Qaïda en Afghanistan, AQMI a adopté la stratégie des attentats-suicides, soit par le biais de véhicules piégés ou en utilisant des kamikazes humains.

De plus, elle continue à recourir aux embuscades contre les forces de l'ordre et aux enlèvements de policiers et militaires. Ces attaques ne se concentrent plus seulement sur l'Algérie mais désormais aussi en Mauritanie, au Mali et au Niger.

Les assassinats de masse telles que perpétrés par le GIA ne semblent plus être l'apanage de la branche maghrébine d'Al Qaïda. AQMI a conscience qu'elle a perdu toute crédibilité auprès des populations du Maghreb et plus spécialement de sa jeunesse. Elle privilégie désormais la Mauritanie, le Mali et le Niger comme foyer de recrutement.

5. Aire/Zone d'opération

AQMI est active dans le nord de l'Algérie, bastion du GSPC. Les opérations terroristes se concentrent principalement dans la wilaya de Bourmedès et la région de Kabylie.

L'Algérie demeure la cible première des terroristes d'AQMI avec plusieurs dizaines d'attaques par an. Néanmoins, la pression des forces algériennes de sécurité ne lui permet plus de mener des opérations répétées de grande envergure.

La zone Sahélo-saharienne est le nouveau terrain d'actions d'AQMI. La région était dans un premier temps une base de repli des terroristes du GSPC qui fuyaient les opérations des militaires algériens. Depuis 2007, les terroristes islamistes du Sud perpètrent des attaques contre les polices et armées du Mali, du Niger, de Mauritanie et bien sûr d'Algérie. Des opérations sporadiques ont également lieu à l'encontre des forces de sécurité marocaine, tunisienne, tchadienne et libyenne.

6. Connections

6.1 Locales et régionales

AQMI peut se prévaloir de soutiens locaux notamment au sein de l'ethnie des berabiches dans la région de Tombouctou (Mali) dont l'émir Belmokhtar a épousé l'une des filles.

Les Katibas du Sud ont le soutien du mouvement islamiste malien Al Tabligh wa al-Dawa qui est très influent dans les tribus arabes du pays. Ce groupe serait également impliqué dans les opérations de contrebande.

Une récente opération des forces de sécurité mauritaniennes contre un réseau de narcotrafiquants africains a révélé des connivences étroites entre AQMI et des responsables du Front Polisario, notamment un assistant du chef de la police militaire du Polisario.

Il est également question de complicités de la part de certaines tribus touaregs, même si ces derniers ne soutiennent pas l'idéologie salafiste d'AQMI. Leur collaboration serait purement commerciale.

6.2 Internationales

Le chef d'AQMI Abdalmalek Droudkal est en contact régulier avec la « maison mère » Al Qaïda dans la région afghano-pakistanaise. Après la mort d'Oussama ben Laden début mai, il a réitéré son allégeance à Al Qaïda et à son nouveau chef Ayman al-Zawahiri.

7. Opérations et activités criminelles (chronologie des activités)

L'Algérie demeure le pays dans laquelle les opérations d'AQMI sont les plus intensives et les plus meurtrières avec plusieurs dizaines d'attaques par an. Néanmoins, les autres pays (Niger, Mali, Maroc, Mauritanie et Tunisie) subissent également les affres de la violence des terroristes islamistes.

Étant donné le nombre importants d'attaques terroristes et d'enlèvements, nous ne reprenons dans le tableau ci-dessous que certaines d'entre elles (pour une chronologie plus complète des attaques d'AQMI voir : Alexander Y, « Maghreb&Sahel Terrorism : Adressing the Rising Threat from al-Qaeda & other Terrorists in North & West/Central Africa », Potomac Institute for policy studies, janvier 2010).

Date	Lieu	Action	Bilan	Réaction
6/07/2011	Mauritanie	Des dizaines de terroristes d'AQMI ont lancé une offensive contre une base militaire de l'armée mauritanienne non loin de la frontière malienne.	Une vingtaine de membres d'AQMI ont été tués et 4 militaires mauritaniens blessés.	L'armée mauritanienne a pourchassé les terroristes à l'intérieur du territoire malien.
1/02/2011	Mauritanie	Une voiture piégée est mitraillée par des militaires mauritaniens à Nouakchott. La cible des terroristes était la résidence du Président mauritanien Mohammed Ould Abdel Aziz.	3 terroristes tués et 9 militaires blessés.	AQMI a revendiqué la tentative d'assassinat.
15/09/2010	Niger	Enlèvement de 5 Français employés par le groupe Areva et de deux accompagnateurs (un Togolais et un Malgache).	AQMI a finalement libéré les 2 accompagnateurs et une Française malade. Pour les 4 autres détenus, les preneurs d'otages réclament 90 millions d'euros.	D'après des sources non gouvernementales, des contacts ont été entrepris par les autorités françaises pour négocier avec AQMI.
24/07/2010	Niger	« Assassinat » de l'otage français Michel Germaneau, enlevé le 19 avril 2010. Selon les dernières informations de sources sécuritaires africaines et occidentales, l'otage serait en fait mort par manque de traitement		Selon AQMI, elle a exécuté l'otage en représailles à une opération conjointe des militaires mauritaniens et français contre des membres de l'organisation soupçonnés de détenir Michel

		médical.		Germaneau dans le nord est du Mali.
23/02/2010	Mali	Libération de l'otage français Pierre Camatte, enlevé fin novembre 2009.		AQMI a libéré l'otage après que les autorités maliennes ont répondu favorablement à ses exigences qui étaient la libération de 4 islamistes détenus au Mali pour détention d'armes de guerre.
29/07/2009	Algérie	Embuscade contre un convoi militaire	14 militaires tués et 20 blessés. 5 terroristes sont abattus.	Comme à la suite de la plupart des attaques contre des militaires, les forces algériennes de sécurité ont lancé une opération de ratissage des maquis à la recherche du groupe terroriste.
22/06/2009	Mauritanie	Deux personnes tirent sur un citoyen américain, directeur d'une école d'informatique.	La personne est décédée. AQMI a revendiqué l'attaque.	

8. Évolution des actions d'AQMI

La multiplication des prises d'otages dont certaines se sont terminées par la mort de ressortissants occidentaux ont amené les États-Unis et la France entre autres à appuyer financièrement et militairement les pays du Sahel dans leur lutte contre AQMI. Des militaires de ces deux pays sont présents au côté de leurs homologues africains dans la traque des terroristes islamistes et les accrochages font désormais plus de victimes du côté terroriste que militaire. De plus, la surveillance satellitaire contribue à réduire progressivement les zones de refuge des combattants islamistes. La mise en place du CEMOC devrait permettre aux États de la région de mieux coordonner leurs opérations militaires et de tenter de couper l'une des sources importantes de financement d'AQMI qu'est le trafic de stupéfiants.

Toutefois, la récente acquisition d'importants stocks d'armes et explosifs militaires en provenance de Libye laisse tout de même présager une intensification des attaques armées d'AQMI dans un futur proche.

9. Bibliographie

Bernard Ch., Genèse et caractéristiques d'AQMI: Al-Qaïda au Maghreb islamique, Institut géopolitique et culturel Jacques Cartier, 30 décembre 2010

Burbank J., *Trans-Saharan Trafficking: A Growing Source of Terrorists Financing*, Center for the Study of Threat Convergence, the Fund for Peace, 21 septembre 2010.

Mekdour Mehdi, *Al Qaïda au Maghreb Islamique : une menace multidimensionnelle*, Note d'Analyse du GRIP, 25 août 2011, Bruxelles.

Ouazani C., « Le Ben Laden du Maghreb », Jeune Afrique, 14 septembre 2009.

Rodier A., *Organigramme d'Al-Qaida au Maghreb islamique*, Centre Français de Recherche sur le Renseignement, novembre 2010.

- « Al-Qaeda Organisation in the Islamic Maghreb », National Consortium for the study of terrorism and responses to terrorism,
 - http://www.start.umd.edu/start/data collections/tops/terrorist organization profile.asp?id=3777
- « Al-Qaeda looks to Sahel for new funding sources », Magharebia, 10 novembre 2010.
- « Les pays du Sahel-Sahara luttent contre le financement du terrorisme », *Magharebia*, 20 septembre 2010.
- « Qui se cache derrière Al-Qaïda au Maghreb islamique », Le Monde, 21 septembre 2010.

* * *

Avec le soutien du



Mehdi Mekdour est chargé de recherche au GRIP. Ses travaux portent sur les questions liées à la prolifération des armes de destruction massive et les évolutions dans le domaine militaire (notamment le recours croissant aux sociétés militaires privées et aux drones). Il a récemment publié « Les entreprises : pièces maitresses de la lutte contre le trafic illicite de biens à double usage » (Note d'Analyse du GRIP, août 2011) et « Les drones : succès commercial d'un outil controversé » (Note d'Analyse du GRIP, février 2011).

Le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP), créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger.